

Si on se parlait ?



Sommaire

NUMÉRO SPÉCIAL OCTOBRE 2009

Le **Courrier** de l'UNESCO

LA LANGUE: UNE FAÇON DE VOIR LE MONDE

Chaque langue est un univers de pensée unique

Le linguiste australien Christopher Moseley explique l'importance cruciale de la préservation des langues et présente les principales innovations de l'*Atlas interactif UNESCO des langues en danger dans le monde*. **4**

Les singes, le scorpion et le serpent

La pierre est une parole minéralisée, l'eau est une parole riante, la graine semée est une parole en promesse : la langue toro tégu, parlée aujourd'hui par 5000 Dogons au nord du Mali, conçoit chaque élément du réel comme sa partie intégrante. **6**

Prêcher dans le désert ou miser sur l'avenir ?

Après une riche production en français, le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop a décidé d'écrire en wolof. Pour une population pauvre, plurilingue et de tradition orale, les livres ne constituent pas une priorité. Et pourtant, les écrivains africains s'exprimant dans leurs langues nationales sont de plus en plus nombreux. Entretien. **8**

LANGUES AUTOCHTONES

Une épidémie menace les langues autochtones

Il existe des langues parlées par un petit nombre de personnes et qui possèdent néanmoins une grande vitalité, il en existe d'autres qui ont été préservées par l'isolement de leurs locuteurs. L'Équatorienne Marleen Haboud explique ces phénomènes qui peuvent sembler paradoxaux. **11**

Les secrets du machaj juyai-kallawaya

Forgé au fil des siècles, le machaj juyai est une « langue secrète » encore parlée par quelques familles de médecins herboristes

traditionnels, les Kallawaya, qui vivent dans les Andes boliviennes. Elle véhicule un savoir ancestral, aujourd'hui menacé, que l'UNESCO s'efforce de sauvegarder. **13**

La saga de l'ainu

Plusieurs fois millénaire, la langue ainu, parlée au nord du Japon, risquait de disparaître sous la pression politique du pouvoir central. À la fin du 20^e siècle, la tendance s'est inversée. Mais, n'étant pas enseigné à l'école l'ainu n'a pas encore assuré son avenir. Toutefois, le regain d'intérêt est incontestable. **15**

LANGUES ET COHÉSION SOCIALE

Langues et immigration :

le bilinguisme est un atout

Priver l'enfant immigré de sa langue maternelle, c'est créer une situation de conflit entre le modèle familial et le modèle social, c'est bafouer son identité. Si sa langue et sa culture étaient respectées par le système scolaire, il développerait une meilleure estime de lui-même et des autres. **18**

Le casse-tête indien

Avec quelque 1 650 langues et plus d'un million d'établissements scolaires, tous niveaux confondus, l'Inde se trouve devant un sérieux défi : assurer l'intégrité nationale sans compromettre les intérêts des langues régionales. Elle a inventé la « formule trilingue », difficile à mettre en œuvre. **21**

Le kirghiz : une langue « émergente »

Dans les rues de Bichkek, deux langues se côtoient sur les panneaux publicitaires, dans les kiosques à journaux, dans les conversations. Le Kirghizstan, indépendant depuis 1991, a adopté le kirghiz comme langue nationale et gardé le russe comme langue officielle. Un bilan linguistique mitigé. **23**

Photo de la couverture :

Œuvre de Jaume Plensa (Barcelone, Espagne),

l'un des sculpteurs les plus importants de la scène internationale.

© Jaume Plensa / Courtoisie Galerie Lelong « Le voleur de mots I » (2008)

Éditorial

A mesure que les peuples découvrent peu à peu, souvent à travers la violence planétaire de telle ou telle crise, à quel point ils sont corrélés les uns aux autres, leur relation au développement est en train de changer. Il ne s'agit plus de promouvoir la croissance au détriment de celle des autres dans un esprit de compétition. Toute évolution est dorénavant étroitement dépendante de l'harmonie générale, tant les interactions sont désormais fortes et complexes entre tous les aspects de la vie sur terre.

Dès lors, la visée de l'Acte constitutif de l'UNESCO, qui voulait asseoir la paix et la prospérité commune de l'humanité sur « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité » est plus pertinente que jamais. C'est dans l'esprit des hommes que tout se joue.

Or, rien ne se passe dans l'esprit des hommes qui ne passe par le truchement d'une ou plusieurs langues. L'être humain n'opère mentalement et même affectivement qu'à travers des langues.

Si donc tous les hommes doivent désormais avoir leur mot à dire dans les décisions touchant à ce développement qui est désormais commun à tous, il devient absolument nécessaire de permettre à chacune des langues dans lesquelles ils pensent, comprennent, imaginent de se perpétuer. Il est impossible de concevoir un développement adapté à une espèce humaine mondialisée qui ne soit polyglotte.

Chaque langue est un trésor précieux, parce qu'elle est le chemin vers la vie et la vision d'un être humain, dont le concours à l'œuvre commune ne peut être authentique

qu'au sein de sa langue. Et comme tous doivent concourir à cette œuvre commune, la question de la traduction entre toutes ces langues et de leur perpétuelle interaction devient l'enjeu crucial de la justesse du développement à venir.

S'il n'y avait qu'une langue au monde, elle ne tarderait pas à se diversifier, car les humains sont divers et font de leur langue un usage créatif. C'est ce que la pluralité des langues atteste. À ce titre, elle est un patrimoine véritablement commun à tous.

Françoise Rivière,
Sous-directrice générale pour la culture

Les articles de cette édition spéciale proviennent des numéros 2008-1, Les langues, ça compte, et 2009-2, Langues en danger : pensée menacée.

LA LANGUE: UNE FAÇON DE VOIR LE MONDE



CHAQUE LANGUE EST UN UNIVERS DE PENSÉE UNIQUE

© UNESCO/Michel Ravassard



Christopher Moseley, rédacteur en chef de l'Atlas.

Le linguiste australien Christopher Moseley explique l'importance cruciale de la préservation des langues et présente les principales innovations de l'Atlas interactif UNESCO des langues en danger dans le monde.

Propos recueillis par Lucía Iglesias Kuntz (UNESCO)

Pourquoi devons-nous nous préoccuper de la préservation des langues?

En tant qu'êtres humains, nous devrions nous préoccuper de la préservation des langues autant que de la réduction de la variété des plantes et des animaux du monde, de la biodiversité. Ce qui est unique dans les mouvements actuels de renouveau des langues, c'est que les linguistes ont pour la première fois

conscience du nombre de langues existant dans le monde et sont en train d'acquiescer une meilleure compréhension des forces qui les sapent et les font disparaître, ainsi que des moyens de contrôler ces forces. Cela est très difficile et complexe, et il serait naïf et simpliste d'affirmer que les grandes langues anciennement coloniales, l'anglais, le français ou l'espagnol, sont responsables de ces extinctions

et que les plus petites langues en sont les victimes. Les choses ne se présentent pas ainsi : il existe un rapport de forces subtil que cet Atlas permettra de mieux comprendre.

À la question « pourquoi devons-nous nous préoccuper de la préservation des langues? », je répondrais en une phrase : parce que chaque langue est un univers de pensée structuré de manière unique, avec ses associations, ses métaphores, ses modes de pensée, son vocabulaire, son système phonétique et sa grammaire propres – fonctionnant tous ensemble pour former une merveilleuse structure architecturale si fragile qu'elle pourrait aisément disparaître pour toujours.

Pouvez-vous nous parler de projets et d'initiatives qui ont contribué à sauvegarder une langue ?

Il existe des projets et des initiatives à tous les niveaux, depuis les



Un « nid de langue » où la langue maori est transmise à de jeunes enfants (Nouvelle-Zélande).

(...)

(...)

campagnes d'associations travaillant sur le terrain et essayant de faire lire les gens dans leur propre langue et d'assurer ainsi la transmission aux jeunes générations, jusqu'aux plans soutenus par les États.

En Australie, par exemple, des campagnes actives et couronnées de succès visent à faire revivre des langues qui étaient considérées comme mortes depuis des générations, mais qui se sont révélées n'être « qu'en veille ». En Nouvelle-Zélande, la langue maori a été sauvée d'un quasi oubli par le biais de « nids de langue », sortes de pépinières où la langue est transmise à des enfants.

Néanmoins, les plus grandes réussites sont celles obtenues grâce au soutien et aux infrastructures des États, comme la revitalisation du gallois au Pays de Galles ou du catalan en Catalogne – deux régions d'Europe qui ont gagné leur pari en l'espace d'une génération – ou, bien entendu, le renouveau de l'hébreu, devenu langue nationale d'Israël.

Quelles nouveautés cette édition de l'Atlas comporte-t-elle ?

Cette troisième édition de l'Atlas innove sur au moins trois aspects notables. Tout d'abord, et c'est le point le plus évident, elle est publiée dans deux formats différents : une version en ligne et une version imprimée. La version en ligne constitue une évolution significative et s'appuie sur les cartes de Google Earth ; l'emplacement de chaque langue en danger, quelle que soit son importance, est indiqué aussi exactement que possible sur les cartes, qui peuvent être affichées à l'échelle désirée et au niveau de détail souhaité.

Ensuite, nous couvrons pour la première fois le monde entier de manière exhaustive. Les deux précédentes éditions fournissaient une vue partielle de la situation des langues menacées de quelques continents mais, cette fois, nous sommes parvenus à couvrir presque toutes les langues et, comme auparavant, à figurer le niveau de danger par un système de codes couleurs (de « vulnérable » à « moribonde »).

Enfin, l'Atlas sera disponible en trois langues : anglais, français et espagnol ; auxquelles d'autres traductions viendront plus tard s'ajouter.

Vous êtes le rédacteur en chef de l'Atlas. Comment a-t-il été élaboré ?

C'est le fruit de la collaboration d'une équipe internationale de linguistes, tous spécialisés dans le domaine des langues en danger. Comme pour les deux éditions précédentes (publiées en 1996 et en

2001), des rédacteurs régionaux étaient chargés de collecter les informations relatives à chaque continent. Ils ont rédigé les contributions régionales de l'Atlas et placé les points représentant les langues sur les cartes.

Pour certaines zones, la vision locale de la situation émane de spécialistes issus de plusieurs pays. Bien sûr, ces contributeurs ont eu recours aux conseils des experts techniques de la Section du patrimoine immatériel de l'UNESCO. L'éditeur web a apporté son aide aux rédacteurs à chaque étape de la réalisation de la version numérique car il s'agissait d'une expérience inédite pour nous tous.

Parallèlement à cela, les responsables éditoriaux et moi-même, en tant que directeur de publication, supervisons la préparation des textes. Le projet, dans son intégralité, a été mené à bien en un seul et unique délai très court.



Les langues autochtones d'Amazonie (Brésil) sont aujourd'hui menacées de disparition, alors que, jusqu'au milieu du 18^e siècle, le tupi, par exemple, était utilisé autant que le portugais officiel.

LES SINGES, LE SCORPION ET LE SERPENT

La pierre est une parole minéralisée,
l'eau est une parole riante, la graine semée
est une parole en promesse : dans la langue
toro tégu, parlée aujourd'hui par 5 000 Dogons
au nord du Mali, tout le réel est parole.

UNESCO/Yes Bergeret



Selon la tradition, le cobra est un gardien de la langue toro tégu.

Cest mon vingtième séjour de travail avec les peintres dogons de Koyo, en haut de leur montagne tabulaire, dans le nord du Mali. Dans la nuit noire, nous sommes tous étendus sur des nattes devant la maison en terre au cœur du village que l'on m'a attribuée : les peintres-paysans et moi sommes fourbus mais heureux des poèmes-peintures sur tissu que nous avons créés en plein soleil tout à l'heure. Le plus jeune des peintres prépare le thé. La conversation roule sur les ancêtres.

Soudain, une douleur très vive à ma main gauche. Je braque ma lampe de poche : un scorpion blanc vient de me piquer. Je le tue. Je m'affole d'abord et imagine que dans une heure tout sera fini. Puis, je pense que j'ai une demi-heure de tranquillité – relative – avant que les convulsions ne commencent. Je demande alors au chef du village s'il dispose d'un médicament traditionnel dogon pour ce venin. « Non », me répond-il, « attends, tu vas voir ». La conversation reprend. Ma main, puis mon bras, très douloureux, me brûlent. Mais, deux heures après, terminé! Je dors profondément, le chef du village étant resté dormir à mes côtés. Mystère.

Trois jours plus tard, nous gagnons, à une dizaine de kilomètres du village, tous les huit – les six peintres, le chef et moi –, ce pied

de la falaise sommitale d'où se précipite après chaque orage de la saison des pluies une énorme cascade. Le lieu où l'eau tonne, parle et chante presque tout l'été, est source de maintes légendes. Des grottes protégées par les initiations y portent de très anciens signes graphiques. Mais je sais aussi que là vivent de redoutables cobras. J'en parle aux peintres et leur demande s'ils ont un médicament contre ce venin-ci. « Non. Assieds-toi, nous allons t'expliquer ».

Tout le réel est parole

Ici, je réunis ce qui m'a été transmis tant ce matin qu'auparavant, par le

moyen des signes graphiques que les peintres créent lorsque nous disons dans nos poèmes-peintures la vie profonde de ces lieux.

Tout le réel est parole ; elle est accomplie et mûre dans le plateau sommital des montagnes. Les belles pierres rondes ou plates sont de la parole dense minéralisée. L'eau est la parole riante, le ciel est sa lointaine préfiguration, le nuage sa gestation et la pluie sa joyeuse clameur. La graine semée est une parole en promesse : et si le cultivateur chante, il renforce sa capacité de fertilité. On cultive avec la houe et le mot chanté.

(...)

© UNESCO/Yes Bergeret



Pour les villageois de Koyo, le sommet de la montagne incarne la parole en puissance. Le pouvoir de la parole s'affaiblit en descendant la pente.

(...)

La langue de mes compagnons s'appelle d'ailleurs *toro tégu*, « parole de la montagne ». Elle fait partie de la quinzaine de langues dogon et compte 5 000 locuteurs. Les Dogons de cette ethnie se nomment eux-mêmes *Toro Nomu*, « gens de la montagne ».

Le propre de la communauté villageoise de Koyo, environ 500 personnes, est d'activer la fertilité de la parole par les pratiques agricoles et par les rites. La communauté se décompose en petits groupes de 6 à 8 personnes, liées à jamais et mangeant au moins un repas par jour en commun : le groupe chargé des greniers collectifs qui sont des « réservoirs de parole », le groupe chargé des rites pour faire venir la pluie, le groupe chargé de l'entretien des chemins d'escalade dans la falaise, etc. Chaque groupe a, bien sûr, son ancêtre référent et n'agit que pour l'ensemble de la communauté.

L'harmonie dynamique du réel est régulièrement refondée par des chants et danses nocturnes d'un groupe spécialisé de « femmes âgées ». Dans leur chorégraphie, elles exécutent périodiquement un ample geste horizontal du bras droit, qui est celui de semer la parole comme on sème une graine.

La parole à l'œuvre

Les peintres, le chef du village et moi – poète de la parole écrite –, formons depuis 2002 un groupe de parole. Sur le tissu ou le papier que, comme le fin terreau des cultures maraîchères, nous étalons sur la dalle rocheuse plate, je pose « les graines » du poème, eux « les graines » des signes graphiques. Ces tissus et papiers, ensuite exposés un peu partout dans le monde, génèrent un financement et cette

« récolte » nourrit le village. Ainsi avons-nous construit une école, cinq retenues d'eau qui ont doublé les surfaces de culture, trois « Maisons des peintres » qui peuvent se visiter, etc., dans le cadre d'un projet de développement du village [voir « Koyo, un espace de dialogue entre deux cultures », *Le Courrier de l'UNESCO*, n° 4, 2008].

Notre groupe a deux ancêtres référents, car il a engendré aussitôt d'autres groupes de parole, chargés d'entretenir l'école, les « Maisons des peintres » et les autres réalisations de notre projet de développement. « Nous avons décidé que tu es devenu dogon », me disent les peintres, « et tu dois ajouter à ton nom celui de ces deux ancêtres. Le dernier étranger intégré chez nous l'a été il y a cinq siècles. C'est lui qui a posé des signes graphiques dans une des grottes près de la grande cascade. Il est un de nos deux ancêtres référents. Mais maintenant il est l'avant-dernier étranger intégré, car le dernier, c'est toi. »

Selon les *Toro Nomu*, tout ce qui se trouve en haut de la montagne est parole à l'œuvre et en harmonie avec elle-même. Les animaux en

sont aussi des éléments. En revanche, tout ce qui s'abaisse en dénivellation par rapport à ces plateaux sommitaux – un ravin, une gorge et même une plaine qui sépare de quarante kilomètres deux plateaux – porte le même nom générique de *pondo* : là, faible est la parole, sans forme, ondoyante, peu sûre. C'est en particulier la parole des éleveurs nomades, qui dominent féodalement la plaine depuis des siècles.

« Nos singes, très nombreux, agitent en désordre la parole », continuent les peintres. « Par contre, scorpions et cobras sont des créatures par lesquelles la parole se défend. S'ils surprennent un étranger, ils le tuent. Nous, ils ne nous attaquent jamais ».

« Ah, voilà pourquoi le scorpion m'a piqué l'autre soir ! »

« Mais non, tu n'as pas encore bien compris. Fais donc un effort ! Tu parles *toro tégu*. Tu es devenu dogon. Le scorpion, en te piquant, s'est trompé. Qui est mort, lui ou toi ? ».

Yves Bergeret,
poète français



« Maisons des peintres » dans le village dogon de Boni. Le motif du serpent est visible à droite.

Après une riche production en français, le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop a décidé d'écrire en wolof. Pour une population pauvre, plurilingue et de tradition orale, les livres ne constituent pas une priorité. Et pourtant, les écrivains africains s'exprimant dans leurs langues nationales sont de plus en plus nombreux. Entretien.

PRÊCHER DANS LE DÉSERT OU MISER SUR L'AVENIR ?

Propos recueillis par Jasmina Šopova

Vous avez écrit une dizaine de livres en français, avant de choisir le wolof, votre langue maternelle. Pourquoi ce revirement ?

En réalité, ma langue a toujours été là, en moi. Le seul problème qui se posait à moi, c'était la capacité à écrire dans ma langue. J'ai été « corrompu » par le français. Je parlais le wolof de tous les jours, mais je ne le possédais pas intimement.

Puis, il y a eu le Rwanda. Un groupe d'écrivains, dont je faisais partie, s'est rendu là-bas après le génocide, en 1998, dans le cadre de l'opération « Rwanda : écrire par devoir de mémoire ». Je me suis dit que si on a laissé tuer 10 000 Rwandais chaque jour pendant trois mois, si personne n'a rien fait, c'est que cela traduisait un certain mépris à l'égard de l'Afrique...

C'est à ce moment-là que j'ai décidé d'écrire dans ma langue maternelle. C'est devenu fondamental pour moi. Oh, les premiers temps étaient douloureux... J'avais très peur d'écrire un roman français en langue wolof. J'ai dû me forcer, mais les Diop sont têtus ! Puis, j'ai commencé à entendre des voix – des voix qui remontaient du passé. Et l'écriture est devenue très facile. Je suis convaincu que ce premier roman en wolof, *Doomi Golo* (*Les petits de la guenon*), est ce que j'ai écrit de mieux.

© UNESCO/Gaari Shinde



Boubacar Boris Diop.

Écrire en wolof est donc aussi un acte politique ?

Absolument. Pour revenir au titre de mon roman *Les petits de la guenon*, le singe, c'est quoi ? C'est l'imitation de l'autre. Le passage qui résume le mieux ce livre est celui où l'on voit un immense miroir au milieu de nulle part. Deux gorilles se retrouvent face au miroir et ils y voient leurs propres images. Ils commencent à se battre contre leurs reflets et, à force de taper dans le miroir, ils se blessent et meurent. Ce que nous appelons la haine de l'autre est en fait la haine de soi. Il faut pouvoir supporter son image dans le miroir, assumer son identité.

Je suis en train de traduire ce roman en français. Il paraîtra en France, en septembre 2008.

Pourquoi n'avez-vous pas choisi de le publier en français au Sénégal ?

Parce qu'il n'existe plus que des éditeurs en langues nationales.

Bonne nouvelle... même s'ils « tirent la langue » ! Ils travaillent avec enthousiasme, mais aussi avec des difficultés incommensurables : pas de rentabilité financière, pas de distribution... Il est vrai que l'État intervient de temps en temps. Il a financé par exemple la réédition de mon roman *Doomi Golo*, dont le premier tirage de 3 000 exemplaires a été épuisé.

Outre mon éditeur, Papyrus, il y a l'Organisation sénégalaise d'appui au développement (OSAD) qui fait un travail remarquable. Et aussi les éditions ARED, mais elles sont spécialisées dans le domaine de la recherche et de l'éducation pour le développement.

Combien de lecteurs pouvez-vous avoir en wolof ?

Si je devais me poser cette question, je n'aurais même pas commencé à écrire ! Il est vrai que chez nous, beaucoup de gens ne savent pas lire et donc n'achètent



En 2006, l'UNESCO s'est associée au cinquantenaire du 1er congrès des écrivains et artistes noirs. Ici, photo de groupe des congressistes de 1956.

(...)

pas de livres. Et puis, ils ont d'autres priorités : la santé des enfants, nourrir la famille... Il y a aussi un autre phénomène : les personnes riches qui vivent dans les sociétés pauvres, préfèrent généralement acheter une belle voiture plutôt qu'un livre. Parce qu'un bouquin, ça ne se voit pas !

Il faut accepter cette situation et parier sur la durée. Les ouvrages écrits aujourd'hui dans les langues africaines mettront du temps, mais finiront par se faire accepter. Il y a une trentaine d'années, la littérature en langues nationales n'existait pas, à l'exception de quelques cas isolés. Aujourd'hui, la situation est inversée : des centaines de livres ont été publiés en wolof et en pulaar.

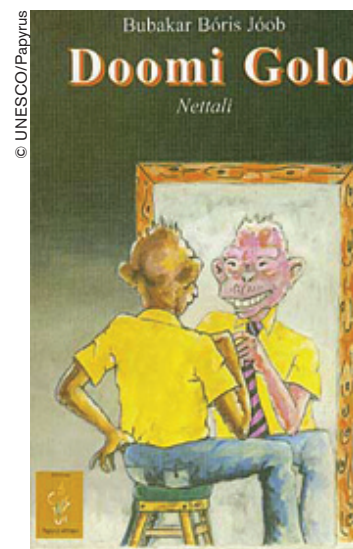
Il y a deux associations d'écrivains au Sénégal, l'une composée de francophones et l'autre, d'écrivains en langues nationales. Les seconds sont beaucoup plus nombreux, mais n'ont aucune visibilité, parce que nous vivons dans une société où la langue de prestige est le français.

Comptez-vous sur le lectorat de la diaspora ?

Beaucoup. Seulement, les nouvelles générations de la diaspora parlent, mais ne savent pas lire et écrire leurs langues maternelles. C'est pourquoi, j'ai eu l'idée d'organiser un atelier d'écriture en wolof avec les jeunes issus de l'émigration sénégalaise en France. Au départ, les parents ne voyaient pas forcément l'intérêt pour leurs enfants d'apprendre leur langue maternelle. Mais la demande des jeunes était très forte. Nous commencerons le 25 février. C'est une idée insolite. Si elle marche, j'en serais très fier.

Souvent, pour voyager d'une capitale africaine vers une autre, il faut faire une escale dans une capitale européenne. Est-ce que l'on observe le même phénomène dans le domaine des littératures africaines ?

Ce serait formidable si je pouvais traduire le Kenyan Ngugi wa Thiongo directement du kikuyu en wolof, sans passer par l'anglais et le français... À ma connaissance, il n'y a



Couverture du livre de B.B. Diop en wolof, paru chez Papyrus (Sénégal).

presque pas de traductions d'une langue africaine vers une autre. Mon roman *Les petits de la guenon* est actuellement traduit en pulaar. Mais qui va le traduire en swahili ? Attendons deux ou trois siècles !

L'Afrique a été partagée entre les puissances coloniales à Berlin en 1885. Les Africains se parlent à travers les langues coloniales. Et moi, par dérision, en référence au mur de Berlin, je dis que c'est cela notre « mur de Berlin ». Il est invisible, mais il sépare les pays anglophones, francophones et lusophones. Nous ne nous rencontrons pas.

Avec l'écrivain malien Moussa Konaté, qui dirige le festival francophone *Étonnants voyageurs* au Mali, nous avons souvent évoqué l'idée d'organiser une grande rencontre entre écrivains africains qui s'expriment en langues nationales. Une façon de fissurer au moins ce mur. Mais, c'est plus facile de trouver des sponsors pour les écrivains francophones que pour ceux qui écrivent en langues nationales. L'UNESCO pourrait être le lieu idéal pour une rencontre pan-africaine de ce genre. D'autant que cette année 2008, c'est l'année internationale des langues. Et c'est un espace international. Sans murs.

LANGUES AUTOCHTONES



UNE ÉPIDÉMIE MENACE LES LANGUES AUTOCHTONES

*Marleen Haboud,
spécialiste des langues andines,
répond aux questions
de Lucía Iglesias Kuntz*



Détail de l'affiche de la Journée internationale de la langue maternelle 2009.

Il existe des langues parlées par un petit nombre de personnes et qui possèdent néanmoins une grande vitalité, il en existe d'autres qui ont été préservées par l'isolement de leurs locuteurs. L'Équatorienne Marleen Haboud explique ces phénomènes qui peuvent sembler paradoxaux.

Quelle est la situation des langues des Andes centrales en termes de vitalité?

Dans les Andes centrales (Équateur, Pérou, Bolivie), on estime à plus d'une centaine les langues autochtones encore vivantes. Déterminer avec exactitude leur degré de vitalité n'est pas une tâche aisée. Celui-ci varie non seulement d'une langue à l'autre, mais également à l'intérieur d'une même langue, selon le lieu, l'âge de ceux qui la parlent, leur métier, leur sexe, leur niveau d'éducation, etc.

Ainsi, le quechua équatorien est beaucoup parlé dans certaines régions du pays, alors que dans d'autres il connaît une rapide disparition. Dans ce contexte hétérogène, et même si certaines langues continuent d'être utilisées par les nouvelles générations, la tendance générale pour toutes les langues de la région est celle d'une régression constante.

Comment expliquer cette situation?

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette situation : les conditions de vie des locuteurs, l'aide institutionnelle et sociale dont ils bénéficient éventuellement, la fonctionnalité des langues dans tous les contextes de communication actuels, ou encore l'intérêt et la fierté de ceux qui les parlent.

En termes de vitalité, le nombre de locuteurs peut être une notion relative. En effet, certaines langues sont parlées par un petit nombre de personnes mais possèdent une grande vitalité, comme l'a'ï cofán en Amazonie équatorienne. À l'inverse, certaines langues transnationales, comme le quechua, voient chaque jour le nombre de leurs locuteurs diminuer.

Une partie des langues autochtones conservent leur vitalité grâce à l'isolement de leurs locuteurs qui

trouvent sur place les ressources leur permettant de vivre convenablement. Toutefois, l'isolement ne doit pas être une condition de la survie de ces langues ; l'idéal serait qu'elles cohabitent avec les langues et les sociétés prédominantes et qu'elles se renforcent malgré les tendances d'homogénéisation liées à la mondialisation.

Pourquoi les langues disparaissent-elles?

Au cours des dernières décennies, la disparition des langues, notamment des langues autochtones, a été accélérée par un ensemble complexe de situations : contacts avec d'autres peuples, mort des locuteurs, changements radicaux dans leur mode de vie, dégradation de leur territoire, processus migratoires massifs...

Seules des actions conjointes et intégrées avec la société globale permettront d'enrayer cette sorte

(...)

(...)

d'épidémie qui fragilise les langues autochtones et leurs locuteurs. Cela suppose avant tout que la société dans son ensemble se familiarise avec ces langues et leurs acteurs, apprenne à les respecter et contribue à leur maintien, afin de parvenir à l'idéal d'une véritable société interculturelle.

Un autre facteur très important pour le maintien d'une langue est l'appréciation que les locuteurs et les non-locuteurs ont de celle-ci. Une personne fière de sa langue et de sa culture sera plus apte à assurer leur préservation.

Pourriez-vous citer des initiatives nationales ou régionales ayant contribué à revitaliser certaines langues de la région?

Dans nos pays, plusieurs initiatives ont été prises en faveur du maintien et du renforcement des langues minoritaires. D'une part, il y a les efforts déployés par l'État. Dans les pays andins, des réformes constitutionnelles confèrent aux langues autochtones un statut officiel. Les politiques linguistiques et éducatives de ces pays sont assez bien définies, et malgré leur niveau d'application encore faible, elles ont pour objectif la préservation des langues, de la culture et de l'identité de leurs locuteurs, ainsi que le respect et l'égalité entre les peuples.

D'autre part, il y a les efforts fournis par les locuteurs eux-mêmes, tant sur le plan collectif qu'individuel. Des familles, par exemple, tentent de se réappropriier ou de consolider leurs langues grâce à la création de programmes éducatifs familiaux et communautaires spécifiques. Les mouvements indigènes en Amérique latine ont marqué un tournant dans la lutte pour les droits des peuples autochtones, en favorisant la créa-

© Marleen Haboud



L'Équatorienne Marleen Haboud est spécialiste des langues andines.

tion de nouveaux programmes éducatifs bilingues interculturels à tous les niveaux de l'éducation formelle, des programmes de santé spécifiques et l'ouverture d'espaces officiels destinés aux locuteurs de certaines langues.

Dans certains pays plus que dans d'autres, les médias ont pris des initiatives encourageant l'utilisation publique de quelques langues, en particulier celles qui comptent le plus grand nombre de locuteurs. À cet égard, la Bolivie fait figure d'exemple.

Au cours de l'histoire, il y a toujours eu des langues qui naissaient et d'autres qui mouraient, pourquoi la disparition des langues doit-elle nous inquiéter?

À l'instar des êtres humains, les langues naissent et meurent, mais jamais nous ne les avons vues disparaître aussi rapidement qu'au cours des dernières décennies. Ceci implique non seulement la perte de mots ou d'expressions, mais

aussi d'une somme de connaissances et de façons de concevoir le monde et de communiquer avec lui, de recréer l'histoire, d'avoir des échanges avec d'autres êtres humains, avec les aînés comme avec les nouvelles générations, et de conceptualiser le temps, l'espace, les êtres vivants, la vie et la mort. Chaque langue est un univers. Aussi, chaque fois qu'un mot s'éteint, des histoires uniques et irremplaçables disparaissent avec lui.

© Marleen Haboud



La transmission d'une langue aux plus petits est fondamentale pour sa survie.



La cosmovision andine de la culture kallawayaya a été proclamée par l'UNESCO chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité en 2003.

LES SECRETS DU MACHAJ JUYAI-KALLAWAYA

Forgé au fil des siècles, le machaj juyai est une « langue secrète » encore parlée par quelques familles de médecins herboristes traditionnels, les Kallawayaya, qui vivent dans les Andes boliviennes. Elle véhicule un savoir ancestral, aujourd'hui menacé, que l'UNESCO s'efforce de sauvegarder.

es Kallawayaya, médecins herboristes itinérants de la province de Bautista Saavedra, au nord de La Paz, ont élaboré, au fil des siècles, une « langue de famille » au sein de leur groupe de parenté (ayllu), à l'intérieur duquel ils ont transmis leur savoir médicinal holistique de génération en génération. Ils l'ont appelée machaj juyai, la « langue des gens », encore parlée aujourd'hui par les huit ayllus des Kallawayaya, dans une province où la langue des relations sociales et quotidiennes est le quechua.

Cette langue suscite déjà l'intérêt des administrateurs coloniaux, et les chroniqueurs métis et hispaniques témoignent de sa « rareté ». Dès le 17^e siècle, des informations circulent concernant l'existence d'une langue spécialisée de médecins herboristes se consacrant à la préparation de remèdes destinés aux rois incas et à leur entourage.

Les Kallawayaya et la Tour Eiffel

Cependant, les chercheurs du 19^e siècle ne reconnaissent pas une langue propre aux Kallawayaya et les interrogent sur leur savoir en pharmacopée botanique dans

une langue dominante des hauts plateaux, l'aymara. Les Kallawayaya la maîtrisent pour pouvoir communiquer avec un plus grand nombre de patients et élargir leur périmètre d'activité.

En vue de publier une liste de plantes médicinales à caractère industriel et de la présenter lors de l'Exposition universelle de 1889, à l'occasion de laquelle la Tour Eiffel fut construite à Paris, les scientifiques et les fonctionnaires boliviens demandent aux Kallawayaya de décrire en aymara les propriétés de plus de cent plantes apportées en France à l'occasion de cette grande « fête de la civilisation ». L'idée selon laquelle les Kallawayaya sont des Aymara se propage à ce moment-là.



Rituel kallawayaya.

Il faudra attendre un peu plus d'un demi-siècle pour que l'on accepte les Kallawayaya comme un groupe spécifique possédant sa propre langue et ses propres formes d'expression. La langue machaj juyai-kallawayaya sera entendue par des chercheurs dans des contextes cérémoniels ou curatifs, et il sera prouvé qu'elle servait aussi, dans une large mesure, comme langue de communication au sein du groupe.

Vers le milieu du 20^e siècle, il y a donc un regain d'intérêt pour la langue des Kallawayaya comme expression de leur savoir. Pour certains, le machaj juyai-kallawayaya est une langue secrète des rois incas et de leurs collaborateurs les plus proches. D'autres experts essayent, en vain, d'établir des parallèles entre le machaj juyai et l'ancienne langue puquina ou l'uru des hauts plateaux andins. D'aucuns songent à une éventuelle parenté avec des langues de la jungle amazonienne, où les Kallawayaya ont circulé à la recherche de ressources végétales, animales et minérales permettant de prévenir et de guérir les maladies. Le rôle de ces derniers en tant qu'intermédiaires entre les Incas et les populations de



© Alex Shrahman

Marché des sorciers où les Kallawaya vont s'approvisionner (La Paz, Bolivie).

(...)

l'Amazonie a pu exercer une influence sur leur langue.

Chronique d'une mort annoncée

Manifestement, la langue des Kallawaya a subi l'influence du quechua, qui fut l'instrument de leur conversion forcée au catholicisme. Les élites kallawaya furent persécutées au 17^e siècle, durant le combat mené par l'église catholique connu sous le nom d'« extirpation des idolâtries ». Les enfants étaient séparés des adultes, pour être élevés par des Espagnols ou des prêtres catholiques quechuas. Au 19^e siècle, le quechua exerça à nouveau une influence sur les Kallawaya, lorsque ceux-ci émigrèrent massivement vers le Pérou, où ils trouvèrent une clientèle importante, et devinrent même, au début du 20^e siècle, les médecins attirés du Président Au-

gusto Bernardino Leguía. Sur leur propre territoire, les Kallawaya subirent également la pression démographique des ayllus voisins, de langue quechua. C'est pourquoi le machaj juyai-kallawaya a aujourd'hui intégré presque toute la phonologie et la grammaire du quechua.

Plus près de nous, la vitalité du machaj juyai-kallawaya a été mise à rude épreuve lors de deux événements historiques. La première fut la Guerre du Chaco (1932-1935) entre la Bolivie et le Paraguay. Les Kallawaya furent mobilisés en tant qu'auxiliaires des médecins chargés de soigner l'énorme contingent indigène bolivien, constitué par des Aimara et des Quechuas. Beaucoup de Kallawaya y perdirent la vie, ce qui eut de lourdes conséquences sur leur développement démographique ultérieur.

La seconde fut la Révolution de 1952, menée par le Mouvement national révolutionnaire (MNR), qui donna lieu à un changement social structurel : instauration du suffrage universel, nationalisation des plus grandes compagnies minières, redistribution des terres du pays. Le nomadisme traditionnel des Kallawaya céda le pas à leur sédentarisation dans des villes, où ils devinrent herboristes ou joailliers.

C'est dans cet environnement urbain que surgit l'idée de faire suivre des études universitaires de médecine aux jeunes Kallawaya, afin d'éviter leur inculpation pour la pratique des arts médicaux indigènes, sanctionnée par la loi bolivienne. Cela a créé un espace de lutte en faveur de la dépénalisation de la médecine indigène en Bolivie. Les Kallawaya se professionnalisent dans le cadre du savoir universitaire occidental pour obtenir la reconnaissance juridique de leur identité, mais cela se fait au détriment d'une dimension culturelle fondamentale : la langue machaj juyai-kallawaya. Actuellement, une grande majorité de Kallawaya sont trilingues (castillan, aymara et quechua) et peu d'entre eux parlent couramment leur langue originelle.

Lors du recensement effectué en 2001 par l'État bolivien, l'existence du groupe ethnique kallawaya et de sa langue n'a pas été reconnue. La proclamation par l'UNESCO de la cosmovision des Kallawaya comme chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité ne bénéficie pas non plus d'une reconnaissance juridique. Actuellement, les Kallawaya effectuent des démarches en vue de la reconnaissance de leur existence juridique et de leur langue par le Parlement bolivien. La nouvelle Constitution (actuellement en projet) pourrait leur donner raison.

Carmen Beatriz Loza,

chercheuse à l'Institut bolivien de médecine traditionnelle kallawaya (El Alto, La Paz, Bolivie)

LA SAGA DE L'AINU

Plusieurs fois millénaire, la langue ainu, parlée au nord du Japon, risquait de disparaître sous la pression politique du pouvoir central. À la fin du 20^e siècle, la tendance s'est inversée. Mais, n'étant pas enseigné à l'école l'ainu n'a pas encore assuré son avenir. Toutefois, le regain d'intérêt est incontestable.

Véritable énigme linguistique, l'ainu (ainu itak) ne peut être rattaché avec certitude à aucune famille de langues. Mais comme de nombreux spécialistes s'accordent pour dire que les Ainu descendent des populations de l'ère Jômon (de 11 000 à 600 ans av. J.-C.) qui peuplaient l'archipel japonais, il est très probable que leur langue tire ses origines des langues néolithiques.

Selon des sources historiques, le peuple ainu occupait originellement la partie septentrionale de l'archipel japonais. Les habitants de la région de Tohoku (au nord de la plus grande île du Japon, Honshu) devaient progressivement abandonner leur langue et leur culture dès le 14^e siècle, sous la pression du pouvoir central japonais. Mais plus au nord, à Hokkaido, ainsi que dans la partie sud de l'île de Sakhaline (le nord appartenant à la Russie) et dans les îles Kouriles, plus isolées, ils ont pu les conserver jusqu'à l'annexion de celles-ci par le nouveau gouvernement Meiji, en 1869.

Un peu plus tard, à la suite de la signature, en 1875, du « Traité d'échange de l'île de Sakhaline contre le groupe des îles Kouriles » entre le Japon et la Russie, la plupart des Ainu du sud de Sakhaline ont été déplacés à Hokkaido. Les

épidémies ont décimé la population. Le même sort a été réservé aux Ainu des îles Kouriles, qui ont entièrement disparu après avoir été regroupés de force, pour des raisons de sécurité nationale, sur une île au large d'Hokkaido. Les autorités japonaises craignaient que ces Ainu, dont certains s'étaient convertis au christianisme orthodoxe, servent d'espions aux Russes implantés dans les îles Kouriles.

À l'issue de la guerre russo-japonaise, un bon nombre d'Ainu originaires de Sakhaline y sont retournés à partir de 1906, car le Japon contrôlait le sud de l'île. Mais, sur ordre de Staline, ils ont tous été expulsés en 1945 et se sont installés à Hokkaido. Les traditions et le dialecte de Sakhaline disparaissaient au rythme des décès de ces expatriés qui, en général, n'avaient pas transmis leur savoir à la génération suivante.

Dès 1868, le gouvernement japonais a imposé un nouveau mode de vie aux Ainu d'Hokkaido. Une série d'interdictions concernant la pêche et la chasse, par exemple, ressources traditionnelles des Ainu, a profondément ébranlé leur culture. La communauté a été stigmatisée, considérée comme sauvage et inférieure. Officiellement, les nouvelles autorités d'Hokkaido n'ont jamais voulu éradiquer la langue ainu. Mais ils ont tout fait pour, notamment en construisant des écoles, réservées aux « autochtones » où la langue japonaise leur était enseignée. Pour survivre dans cette nouvelle société d'Hokkaido, irriguée par des flots continus d'immigrés japonais, les Ainu ont progressivement abandonné leurs coutumes et leur langue. Aujourd'hui, pour les nouvelles générations, l'ainu est une deuxième langue, si toutefois elles la parlent.

(...)



Dans le passé, les Ainu occupaient la partie septentrionale de l'archipel japonais.



© Flickr/Mistah Sinclair



© Flickr/lens Mattow

Carte postale représentant un groupe ainu, vers 1990.

Le nombre exact de locuteurs ainu n'est pas connu.

Une loi peut tout changer

Fondée en 1946, l'Association ainu d'Hokkaido, la plus grande du Japon, offre gracieusement des cours de langue dans 14 régions à Hokkaido, aussi bien à des étudiants ainu que japonais, mais il n'existe pas de statistiques de fréquentation. La Fondation pour la recherche et la promotion de la culture ainu, créée par la loi de 1997, dispose d'une filière destinée à former des enseignants d'ainu qui accueille sept étudiants par an.

La publication de dictionnaires, de manuels d'apprentissage et de recueils bilingues ainu-japonais de littérature orale ainu augmentent d'année en année. Une chaîne de radio privée de Sapporo diffuse sur le territoire d'Hokkaido, depuis les années 1980, une émission hebdomadaire de cours de langue ainu. En avril 2001, Shigeru Kayano, militant de l'identité ainu et premier parlementaire japonais issu de cette population (1926-2006) a financé la création d'une chaîne radio, FM Pipaushi, qui diffuse localement dans le centre d'Hokkaido une émission en ainu deux dimanches par mois.

Mais il faut reconnaître que, pour l'instant, les Aïnu qui s'intéressent à leur langue sont issus de milieux relativement aisés. La grande majorité des Aïnu sont marginalisés et n'ont pas le temps de se consacrer à l'apprentissage de leur propre langue. Malgré ce regain d'intérêt, tant que l'ainu ne fera pas partie des programmes scolaires à Hokkaido, son avenir ne sera pas assuré. Cette langue fait partie du patrimoine intangible du Japon que le gouvernement devrait protéger, notamment en la reconnaissant officiellement comme deuxième langue nationale.

Kaori Tahara,

historienne d'origine ainu,
diplômée de l'École des hautes études
en sciences sociales, Paris

(•••)

Le dernier Aïnu n'est pas mort

Le nombre exact de locuteurs ainu n'est pas connu. Seuls des sondages effectués tous les sept ans par le gouvernement de Hokkaido depuis 1972 sur les conditions de vie des personnes utari (compatriote, en ainu) permettent d'estimer approximativement la situation de la langue ainu. Le résultat de l'enquête de 2006 montre que, sur 23 782 Aïnu, 304 connaissent la langue, dont 4,6% estiment la maîtriser au point de pouvoir l'enseigner. Mais il ne faut pas oublier que ces réponses sont subjectives et ne correspondent pas toujours à la réalité. De surcroît, une grande partie de la population ne participe pas aux enquêtes et cache son identité.

Cela dit, le discours sur l'extinction de la langue ainu doit être relativisé. Depuis les années 1990, dès qu'un Aïnu disparaît, les médias annoncent la mort du dernier locuteur ainu, oubliant que de plus en plus d'Aïnu se mettent à réapprendre leur langue, stimulés par des personnes âgées ou des linguistes.

Afin de remplacer la loi de 1899 qui avait favorisé la politique d'assimilation, les Aïnu ont réclamé la promulgation d'une nouvelle loi dès les années 1980. La loi pour la protection et la promotion de la culture ainu a été finalement promulguée en 1997, facilitant notamment l'apprentissage de la langue.

LANGUES ET COHÉSION SOCIALE



LANGUES ET IMMIGRATION : LE BILINGUISME EST UN ATOUT

© UNESCO/Fiona Ryan

Priver l'enfant immigré de sa langue maternelle, c'est créer une situation de conflit entre le modèle familial et le modèle social, c'est bafouer son identité. Si sa langue et sa culture étaient respectées par le système scolaire, il développerait une meilleure estime de lui-même et des autres.

Une grande partie des États « développés » ont une langue officielle, mais une série d'autres langues sont parlées au quotidien par leurs populations de diverses origines ethniques. « On estime qu'en 2000, plus du tiers des citadins de moins de 35 ans vivant en Europe de l'Ouest étaient issus de l'immigration », dit un document de l'UNESCO (2003) sur la diversité linguistique, précisant que « dans l'Union européenne (UE), les plus grosses communautés issues de l'immigration sont d'origine turque et maghrébine et qu'elles vivent en France, en Allemagne et au Royaume-Uni ».

Les politiques actuelles des pays occidentaux élaborent des lois qui durcissent les conditions d'immigration et introduisent des tests de langue et de culture. Demander aux candidats à l'immigration de connaître des rudiments de français, hollandais ou anglais, ainsi que des règles de base du fonctionnement des pays d'accueil ne paraît pas absurde.

Seulement, à l'arrivée, on essaie « d'effacer » de leur tête la langue maternelle, pour peu qu'elle soit

considérée comme une langue « mineure ». Souvenons-nous seulement de ce rapport concernant la sécurité intérieure d'octobre 2004, en France. « [Pour les enfants de 1 à 3 ans] seuls les parents, et en particulier la mère, ont un contact avec leurs enfants. Si ces derniers sont d'origine étrangère elles devront s'obliger à parler le Français dans leur foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer » dit le rapport, en précisant : « Mais si elles sentent dans certains cas des réticences de la part des pères, qui exigent souvent le parler patois du pays à la maison, elles seront dissuadées de le faire. Il faut alors engager des actions en direction du père pour l'inciter à agir dans cette direction ».

On aura remarqué au passage que le mot « français », désignant une langue, est écrit avec une majuscule, ce qui est contraire aux règles de l'orthographe française. Et

on peut supposer que par « parler patois » on entend l'arabe, le chinois, le serbe...

Selon ce rapport, le développement cognitif, scolaire et social des enfants qu'on ne forcerait pas à parler français à la maison serait compromis, car ils auraient inévitablement des troubles du langage, conduisant à des troubles de conduites, débouchant ultérieurement sur la délinquance !

La langue maternelle des immigrés au banc des accusés

Cette position absurde reflète une méconnaissance flagrante du développement du langage et du rôle de la langue maternelle dans la construction psychique, cognitive et culturelle d'un individu. Comment peut-on imaginer un instant qu'une mère puisse parler à son enfant une langue qu'elle ne

Panneau de bienvenue à l'île de Gorée, Sénégal.



(...)

maîtrise pas bien ? Comment peut-on ignorer que la langue maternelle véhicule les affects, qu'elle permet l'organisation des facultés cognitives, qu'elle symbolise – pour les enfants issus de l'immigration – la continuité entre le pays d'origine et la famille.

Priver l'enfant de la langue maternelle dans le foyer, c'est créer une situation de conflit entre le modèle familial et le modèle social, entre la famille et l'école, avec le risque pour le coup d'un appauvrissement des repères culturels et une socialisation fragile.

C'est aussi ne pas considérer le bilinguisme comme un atout mais comme un handicap, comme un obstacle à une scolarité et à une intégration réussies, surtout quand il s'agit de langues qu'on appelle « rares » (c'est un comble !), comme l'arabe, le chinois ou le russe. Quand il s'agit de langues « socialement valorisées » comme l'anglais ou l'allemand, le bilinguisme devient un attribut d'élite !

Les thèses et propositions sur l'usage (ou plutôt le non usage) de la langue maternelle du Rapport sur la prévention de la délinquance de 2004 compte nombre d'adeptes dans des milieux politiques et enseignants en France, mais il a aussi suscité de violentes réactions : des associations, ONG, syndicats, intellectuels se sont mobilisés et le texte a été modifié. Dans la mouture de 2005, on peut lire : « Reconnaissance du bilinguisme précoce comme facteur d'intégration. Après moult débats, la commission a considérablement évolué sur le sujet. Il paraît là aussi que le maintien combiné de la langue maternelle et de la langue dominante permet aux enfants d'obtenir de meilleurs résultats à l'école [...] »

Conflit ou dialogue des langues ?

Les vingt dernières années de recherche en psycholinguistique et sociolinguistique ont montré, sans



© UNESCO/ Justin Mott
Priver l'enfant de sa langue maternelle dans le foyer, c'est créer une situation de conflit entre le modèle familial et le modèle social.

équivoque, que l'acquisition et l'apprentissage de plusieurs langues par des enfants, quels que soient le milieu socioculturel et les langues en question, n'entrave en rien le développement cognitif et scolaire de ces enfants. Au contraire, les enfants bilingues montrent une plus grande rapidité et flexibilité dans certains apprentissages, développent de meilleures capacités de communication. S'ils manifestent un léger déficit en seconde langue, qui est souvent passager, ils compensent par un système mental plus riche, des capacités cognitives souvent plus efficaces, une vision du monde plus riche.

Quand les difficultés scolaires touchent les enfants des immigrés, la majorité des enseignants en France mettent en cause, en premier lieu, le conflit des langues et des cultures. Alors que si les langues et les cultures des immigrés étaient davantage mises en valeur, enseignées dans les écoles pour tous les élèves, respectées par le système scolaire et par la société dominante, les individus

développeraient une meilleure estime d'eux-mêmes et donc des autres.

François Cheng, écrivain chinois arrivé à Paris à l'âge de 20 ans, sans connaître un mot de français, et membre de l'Académie française depuis 2002, écrit dans son livre *Le Dialogue* (Desclée de Brouwer, 2002) : « Le destin a voulu qu'à partir d'un certain moment de ma vie, je sois devenu porteur de deux langues, chinoise et française. Était-ce tout à fait dû au destin ? À moins qu'il y entrât tout de même une part de volonté délibérée ? Toujours est-il que j'ai

(...)

« En somnambule et par des chemins de contrebandiers, je passai de ma langue d'enfance à celle de mon pays d'élection. »

Hector Bianciotti,
écrivain français
d'origine argentine

(...)

tenté de relever le défi en assumant, à ma manière, les deux langues, jusqu'à en tirer les extrêmes conséquences. [...] Rien d'étonnant à ce que depuis lors, au cœur de mon aventure linguistique orientée vers l'amour pour une langue adoptée, trône un thème majeur : le dialogue... »

Dialogue entre les communautés, dialogue entre les langues... Les

linguistes savent et soulignent que les immigrés contribuent au dynamisme et à l'enrichissement des langues comme l'anglais ou le français. Par exemple, le mélange du chinois, du coréen, du japonais et du vietnamien avec l'anglais est un phénomène mondial que les immigrés de diverses origines asiatiques utilisent pour communiquer entre eux, apportant ainsi leurs propres contributions linguistiques. Il en est

de même pour le « spanglais », une langue hybride mélangeant anglais et espagnol qui est très populaire chez les jeunes au États-Unis, qui est l'un des exemples les plus frappants de l'évolution d'une langue face à l'immigration et à la mondialisation.

Ranka Bijeljac-Babić,
psycholinguiste franco-serbe,
Université de Poitiers

BABYLONE RECONQUISE

Une séparation brutale du contexte linguistique et culturel évoque en mon esprit l'image d'un arbre coupé un beau jour pour être planté dans une autre terre. L'arbre qui, jusqu'à ce jour, avait fait courir ses racines dans son propre sol, et se dressait ferme et solide sur ses racines, se trouva subitement déraciné, et s'évertua à s'enraciner à nouveau dans une autre terre et à rester debout.

© UNESCO/Fiona Ryan



L'image de cet arbre dans sa terre et dans cette autre terre embrase mon cœur et je pense à la détresse et à la solitude de cet arbre, et je sais très bien que ceux qui, à une époque de leur vie, ont été contraints de quitter leur territoire linguistique et culturel pour s'établir dans un autre territoire linguistique et culturel connaissent très bien cette détresse et cette solitude. Ils conçoivent bien le courroux de Dieu et vivent l'histoire de Babylone et de sa tour.

L'histoire de ces hommes qui, voulant être Dieu, se consacrèrent à la construction d'une tour. De jour en jour, la tour prenait forme et gagnait en altitude, elle s'approchait du ciel et ces hommes devenaient Dieu... Alors Dieu se mit en colère et leur enleva l'unité de leur langue. Plus personne ne comprit la langue de l'autre. La tour resta inachevée et le désir de devenir Dieu encore plus. Chaque langue devint un mur et les hommes se trouvèrent seuls et impuissants. Derrière

ce mur, ils s'isolèrent et l'envie de devenir Dieu leur passa.

Il est possible que ce furent ces mêmes cris de solitude, cette absence d'interlocuteur intelligible qui prirent forme et firent naître la poésie et la littérature... et chaque langue devint un trésor dont la richesse ne connaît ni confins ni limites.

Si Dieu enleva à l'homme l'unité linguistique, l'homme, en revanche, créa la diversité de la traduction. Chaque traduction ouvrit une porte dans un mur, une porte donnant sur une autre langue, sur une autre culture, sur une autre existence et sur une autre richesse, pour que tout lecteur d'une autre langue puisse franchir ces portes, oublier Babylone et le courroux divin, pour qu'une autre langue devienne sa langue, une autre culture sa culture, une autre existence son existence et une autre richesse sa richesse.

Spôjmaï Zariab,
romancière afghane

LE CASSE-TÊTE INDIEN

Avec quelque 1 650 langues et plus d'un million d'établissements scolaires, tous niveaux confondus, l'Inde se trouve devant un sérieux défi : assurer l'intégrité nationale sans compromettre les intérêts des langues régionales. Elle a inventé la « formule trilingue », difficile à mettre en œuvre.

© Flickr/Orso Filippi



Toutes les langues sont bonnes pour la publicité !

La Babel indienne se dresse sous forme de pyramide avec, au sommet, le hindi et l'anglais qui restent des langues étrangères pour les deux tiers de la population. Vient ensuite les langues officielles des États et Territoires (langues régionales), suivies des langues minoritaires, parlées par plus d'un million de locuteurs, mais n'ayant pas de fonction administrative. Des centaines d'autres se trouvent au pied de cet édifice linguistique imposant, sous la houlette d'un commissaire aux minorités linguistiques dont le mandat est consultatif et non contraignant.

Au total : 1 650 langues, dont 400 utilisées comme langues de communication. Parmi ces dernières, 22 sont parlées par 75% des Indiens et figurent dans la Constitution indienne. Celle-ci garantit la protection des langues qui n'y sont pas inscrites, mais seules 60 d'entre elles sont utilisées dans l'enseignement, dont 11 répertoriées comme minoritaires ou tribales.

Une curiosité : le hindi qui, avec l'anglais, est la langue officielle de l'Union indienne, n'est parlé que par 40% de la population indienne, et est donc en fait minoritaire. La problématique des minorités est très complexe dans la mesure où la langue est un élément étroitement lié à l'identité ethnique et religieuse : ainsi, les musulmans parlent l'ourdou, les sikhs le panjabi et les anglo-indiens l'anglais. Tandis que leurs langues sont reconnues par la Constitution, plus de 600 minorités tribales des montagnes parlent des langues qui ne sont pas enseignées à l'école.

La formule trilingue

Le sous-continent compte plus d'un milliard d'habitants, dont 35% sont âgés de moins de 15 ans. Le gouvernement indien a la lourde tâche de gérer un système d'éducation qui date d'environ 150 ans et qui comprend aujourd'hui : 664 041 écoles primaires, 219 626 collèges, 133 492 lycées, 297 universités, 8 737 collèges universitaires d'enseignement général et 2 409 instituts professionnels.

Depuis son indépendance en 1947, le pays mène une politique éducative visant l'alphabétisation de masse et le développement économique : facteurs-clés pour unir un peuple fractionné en une multitude de religions, langues, castes et cultures.

Dès 1952, la Commission de l'enseignement secondaire du gouvernement indien propose les bases d'une politique éducative multilingue comprenant la langue maternelle, la langue régionale (ou d'État), le hindi comme langue de communication générale et une des langues classiques (sanskrit, pali, arabe, persan).

Révisée en 1961, cette proposition prendra le nom de « formule trilingue » (FTL) incluant la langue régionale, le hindi dans les régions non hindiphones ou une autre langue indienne dans les régions hindiphones, et l'anglais ou une autre langue européenne.

(...)



École secondaire à New-Delhi.

(•••)

Enfin, entre 1964 et 1966, la Commission pour l'éducation propose une version modifiée de la FTL : la langue maternelle ou la langue régionale, une langue officielle (hindi ou anglais), et une autre langue moderne, indienne ou étrangère.

Sur les 12 années d'études de primaire et secondaire, l'enseignement se fait dans la langue maternelle ou régionale de la 1^e à la 5^e année, la FTL étant introduite à partir de la 6^e année.

Il n'existe pas de formule magique

Reconnue comme norme nationale, la FTL n'est pas pour autant appliquée à la lettre dans tous les États. Il s'agit plus d'un projet hypothétique que d'une réalité sociale. Bien que la priorité soit accordée à l'enseignement dans la langue maternelle, au moins au début de l'éducation formelle,

durant toute la scolarité, il n'est pas obligatoire. Certains États, comme le Tamil Nadu, par exemple, ont opté pour deux langues au lieu de trois, dans d'autres, l'apprentissage d'une langue moderne est remplacé par une langue classique comme le sanskrit ou l'arabe. Dans certaines écoles, au lieu de l'hindi, on enseigne le français ou l'allemand.

Échec de la politique d'État ? Ou plutôt, choix d'une politique linguistique dynamique et flexible en matière d'éducation qui s'efforce de concilier, d'une part, la tradition et la modernité et, d'autre part, les responsabilités institutionnelles et civiles.

Car il faut bien comprendre que si les langues minoritaires/tribales sont étroitement liées à l'identité culturelle, religieuse et ethnique, en même temps elles sont « inutiles » dans la vie moderne. Les communautés minoritaires sont déchirées entre deux tendances : certaines réclament leurs

droits et se battent pour que leur langue obtienne un statut officiel ; d'autres, en revanche, choisissent de s'assimiler à la majorité.

Afin de protéger les langues minoritaires et préserver le patrimoine millénaire dont elles sont porteuses, il est question de transformer la formule trilingue en quadrilingue. Mais rien n'est acquis pour l'instant.

L'État a beau garantir l'enseignement dans une langue minoritaire du moment qu'une classe comprend 10 élèves dont c'est la langue maternelle, le fait est que la plupart des parents préfèrent que leurs enfants apprennent l'anglais ou soient éduqués en anglais. Les langues « non constitutionnelles » ne sont pas « monnayables sur le marché » et, souvent, l'ascension sociale passe avant l'identité socioculturelle.

Appasamy Murugaiyan,
linguiste indien, enseigne à l'École
pratique des hautes études, Paris

LE KIRGHIZ : UNE LANGUE « ÉMERGENTE »

© Commission nationale kirghize pour l'UNESCO



L'art des Akyns a été proclamé par l'UNESCO chef-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité en 2003.

Dans les rues de Bichkek, deux langues se côtoient sur les panneaux publicitaires, dans les kiosques à journaux, dans les conversations. Le Kirghizstan, indépendant depuis 1991, a adopté le kirghiz comme langue nationale et gardé le russe comme langue officielle. Un bilan linguistique mitigé.

Le Kirghizstan est, avec le Kazakhstan, la seule des 15 ex-républiques soviétiques qui a gardé le russe comme langue officielle aux côtés du kirghiz, langue nationale. Pourtant, cette dernière, qui appartient à la famille des langues turcophones, est parlée par 73% de la population (soit 3,7 millions de personnes). En même temps, à Bichkek, la capitale, où est centralisée la vie publique et culturelle du Kirghizstan, le russe continue d'être présent, voire dominant.

Les générations éduquées en russe à l'époque de l'Union soviétique, notamment dans les milieux urbains, parlent le kirghiz sans le maîtriser complètement. Souvent, c'est une langue apprise à l'école. « Si demain le gouvernement décidait de passer au kirghiz, je ne m'en sortirais pas dans ma vie professionnelle », dit Jyldyz Asanbayeva, assistante de programme à l'Institut de la politique publique. Elle fait partie des 2 à 3% de Kirghiz ethniques, habitant essentiellement à Bichkek, qui ne considèrent pas le kirghiz comme leur langue maternelle.

La langue a une longue tradition orale, avec ses fameux conteurs épiques, appelés Akyns, mais l'alphabet contemporain, à caractères latins, puis cyrilliques, date seulement des années 1920. Et pendant toute la période soviétique, elle n'est utilisée qu'à la campagne (dans les familles et entre amis) ou dans certains cercles de l'intelligentsia (soucieux de préserver la langue), même si l'enseignement se fait en kirghiz dans la plupart des écoles et qu'il est étudié au plus haut niveau à Moscou et à Leningrad (aujourd'hui, Saint-Petersbourg).

Le russe : aller - retour

Peu avant l'indépendance, le vent de la *perestroïka* aidant, les autorités locales imposent le kirghiz comme langue nationale avec la loi de 1989 sur la langue nationale de la République soviétique socialiste de Kirghizie. Mais la volonté politique est une chose et la réalité en est une autre. Faute de moyens, la loi n'est pas appliquée : très rapidement, le financement est réduit et les fonctionnaires responsables sont remerciés.

L'intérêt porté à la langue varie en fonction des nombreux changements de gouvernement dans un pays où la situation politique est fortement perturbée. Différents décrets se succèdent en faveur du kirghiz, mais cette politique linguistique protectionniste ne fait qu'exacerber les tensions dans un pays qui abrite 80 groupes ethniques différents recourant au russe pour communiquer entre eux. Inquiets de voir les russophones quitter le pays en masse, les députés votent en 2000 une nouvelle loi sur la langue officielle : le statut du russe est désormais quasi égal à celui du kirghiz, le premier étant langue officielle, le second, langue nationale.

Bonne nouvelle pour les russophones du Kirghizstan qui, en seize ans d'indépendance, n'ont pas ressenti le besoin d'apprendre le kirghiz, faute d'une politique linguistique cohérente.

Les autorités locales souhaitent « créer une nécessité » : parler kirghiz, mais ne s'en donnent pas les moyens. « Notre Institut n'a pas

(•••)

d'argent pour publier les travaux de nos scientifiques. Le manuscrit du Grand dictionnaire russo-kirghiz de 250 pages gît dans un placard couvert de poussière », déplore Kadyraly Konkobayev, directeur de l'Institut de linguistique de l'Académie des sciences du Kirghizstan. Si, pendant l'époque soviétique, plus de 30 ouvrages fondamentaux sur la langue kirghize ont été publiés, rien ou presque n'a vu le jour depuis l'indépendance du pays.

Et Kadyraly Konkobayev de lancer un autre appel de détresse : « La situation littéraire et artistique est critique. À la Faculté des lettres, nous manquons d'auteurs à étudier dans le domaine de la littérature nationale en kirghiz, et je dois dire que beaucoup de nos écrivains contemporains ne sont pas loin d'être des analphabètes ». Et il n'y a pas que les écrivains, il suffit de voir la qualité des journaux, ajoute-t-il.

« Le travail accompli depuis l'indépendance en matière de développement de la langue est insatisfaisant », explique Tachboo Djumagoulov, président de la Commission pour le développement de la langue nationale. Mais depuis la révolution de mars 2005 (qui a démis de ses fonctions le Président Askar Akaïev), les efforts s'amplifient : « Si avant 2005 la subvention de l'État était de 35 000 dollars, aujourd'hui elle est de 170 000 dollars ».

Même si ce n'est rien en comparaison des 30 millions de dollars dépensés au Kazakhstan voisin pour la promotion du kazakh, les résultats sont palpables. La télévision en est le meilleur exemple : avant 2005, une seule chaîne diffusait entièrement en kirghiz, actuellement cinq chaînes sur dix consacrent 60% de leur temps d'antenne à des programmes en kirghiz.

L'éducation : le maillon faible

L'éducation semble une grande exclue de la bataille pour la langue nationale. « D'une part, on augmente le nombre d'heures d'apprentissage du kirghiz dans les établissements scolaires et universitaires, d'autre part, il y a très peu de professeurs qualifiés, même si ces quelques dernières années la situation s'améliore », explique Kadyraly Konkobayev. En effet, un nouveau poste a été créé dans toutes les universités : un vice-recteur pour la langue kirghize, qui a pour mission de promouvoir la langue et d'inciter les professeurs à dispenser les cours en kirghiz (y compris dans les universités russophones).

Grâce aux efforts de la Commission pour le développement de la langue nationale, de nouvelles méthodologies d'enseignement du kirghiz ont été élaborées. Elles remplacent les anciennes, très lourdes et souvent inefficaces, en introduisant des dialogues courts, des jeux

et des exemples concrets. Avec un tirage de trois mille exemplaires, il est néanmoins difficile de combler les besoins de plus de 2 100 écoles (dont 1 700 sont entièrement kirghizes) et la quarantaine d'universités à travers le pays dont certaines dispensent des cours en kirghiz. Du reste, l'État finance la publication de manuels scolaires mais pas de manuels universitaires. Résultat : ces derniers n'existent tout bonnement pas!

Le bilan linguistique mitigé du Kirghizstan amène à s'interroger sur les méthodes employées. Imposer une langue sans développer les infrastructures éducatives, est-ce réellement efficace ? Les moyens de la protection de la langue kirghize sont à revoir entièrement, dans le contexte de la mondialisation qui, ici aussi, frappe à la porte avec l'anglais et se fait de plus en plus menaçante.

Katerina Markelova,
Le Courrier de l'UNESCO



Kiosque à journaux russes et kirghiz à Bichkek, capitale du Kirghizstan.



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Le Courrier de l'UNESCO est publié
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
<http://www.unesco.org/fr/courier>

Renseignements et droits de reproduction
f.ryan@unesco.org

Directeur de la publication
Saturnino Muñoz Gómez

Rédactrice en chef
Jasmina Šopova - j.sopova@unesco.org

Assistance éditoriale
Katerina Markelova - k.markelova@unesco.org

RÉDACTEURS

Anglais
Cathy Nolan - c.nolan@unesco.org

Arabe
Bassam Mansour - b.mansour@unesco.org
assisté par Zaina Dufour - z.dufour@unesco.org

Chinois
Weiny Cauhape - w.cauhape@unesco.org

Portugais
Ana Lúcia Guimarães et Nelson Souza Aguiar
a.guimaraes@unesco.org

Russe
Victoria Kalinin - v.kalinin@unesco.org

Photos
Fiona Ryan - f.ryan@unesco.org
et Ariane Bailey

Maquette et mise en PDF
Gilbert Franchi

Plateforme web
Stephen Roberts, Fabienne Kouadio,
Chakir Piro s.roberts@unesco.org

Les articles et photos sans copyright peuvent être
reproduits à condition d'être accompagnés du nom de
l'auteur et de la mention "Reproduit du Courrier
de l'UNESCO", en précisant la date.
Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs
et pas nécessairement celle de l'UNESCO.
Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la recon-
naissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies,
de même que les dénominations de pays
ou de territoires mentionnés.

